

Nouvelles locales du mardi 03 mars 2015

@rib News, 03/03/2015 ĩ Politique - Le SĀnat burundais a adoptĀ ce mardi le projet de loi sur la crĀation de la province administrative de Rumonge. Le ministre de lĀIntĀrieur, qui avait reprĀsentĀ le gouvernement dans cette sĀa prĀcisĀ que ce dĀcoupage administratif va permettre une bonne gestion des provinces concernĀes. Edouard Nduwimana a aussi prĀcisĀ que le budget qui va Ātre utilisĀ a ĀtĀ prĀvu dans lĀexercice 2015 du budget gĀnĀ. MalgrĀ les inquiĀtudes des SĀnateurs quant Ā lĀinopportunitĀ de cette loi qui vient en pleine campagne Ālectorale, la chambre haute du Parlement a adoptĀ ce projet de loi. Rappelons que cette nouvelle province de Rumonge sera composĀe des communes de Rumonge, Burambi et Buyengero de la province actuelle de Bururi ainsi que de Muhuta et Bugarama de la province actuelle de Bujumbura Rural. [rpa/bonesha/rtnb/rtr/isanganiro]

- La police burundaise a dispersĀ ce mardi matin une confĀrence de presse de la coalition RANAC Dushayure Uburundi. Alors que les dirigeants de cette coalition Ātaient en train dĀexposer sur les causes dĀune insĀcuritĀ dans le pays pour les Ālections, le conseiller Ā la mairie de Bujumbura chargĀ des questions de la sĀcuritĀ, accompagnĀ du commissaire de la police dans la rĀgion sud de la capitale et dĀune dizaine de policiers ont fait irruption dans le local oĀ se tenait cette confĀrence et ont exigĀ sa suspension. Lors des tractations qui sĀen sont suivies, la police avanĀait qu'elle n'aurait pas la permission de tenir cette confĀrence de presse alors que ces derniers rĀclamaient de savoir la loi quĀils ont violĀ. Pourtant, ils ont obtempĀrĀ et ont demandĀ Ā leur membres de vider les lieux. Rwasya Agathon trouve cette attitude Ātonnante et voit que le parti au pouvoir ne veut pas que les autres partis politiques se prĀparent aux Ālections et estime que la loi devrait Ātre respectĀe pour tous. De son cĀtĀ, le dĀputĀ Charles Nditijimana estime que cela ne peut pas se faire dans un Etat de droit puisquĀils n'ont violĀ aucune loi. [rpa/bonesha/rtnb/isanganiro]

- Le Forum pour la Conscience et le DĀveloppement (FOCODE) sĀinsurge contre le fait que le gouvernement du Burundi ait transformĀ une marche pacifique en une sĀance de dĀnigrement Ā lĀendroit de certaines personnalitĀs de ce pays. Selon le secrĀtaire gĀnĀral de cette association de la sociĀtĀ civile burundaise, il est dĀplorabile que lors dĀune manifestation dite de soutien Ā la paix organisĀe par le pouvoir, des discours de haine soient prononcĀes. MaĀtre Janvier Bigirimana trouve que la sociĀtĀ civile nĀest pour rien pour tous les maux quĀon lui a collĀs lors de ces manifestations et trouve quĀil sĀagit dĀun comportement Ā bannir. Il demande que cela cesse du moment que le ministre de lĀIntĀrieur, un juriste de formation, nĀest jamais parvenu Ā dĀmontrer les fautes que la sociĀtĀ civile a commises, mais souligne que cela sera difficile du moment que le ministre lui mĀme a dĀjĀ cautionnĀ de telles dĀclarations. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

ĩ Justice - AprĀs lĀĀvasion spectaculaire dĀHussein Radjabu et ses co-accusĀs en compagnie de certains policiers qui gardaient la prison de Mpimba, le ministĀre de la Justice a tenu Ā mettre les choses au clair. Lors dĀune confĀrence de presse animĀe ce mardi, le porte-parole adjoint de ce ministĀre a fait savoir que Hussein Radjabu est parti avec trois autres co-accusĀs Ā savoir Ndikumana RĀmy qui Ātait chargĀ de sa sĀcuritĀ, Cyriaque Irankunda qui Ātait chargĀ de la prĀparation de sa nourriture ainsi que Ribakare Baudouin alias Ndindi. Elianson Bigirimana a aussi ajoutĀ quĀil est parti avec trois policiers qui assuraient, au moment de lĀĀvasion, la garde de cette prison. Il a aussi ajoutĀ quĀils n'ont pas ĀtĀ kidnappĀs comme le pense une certaine opinion assurant quĀil s'agit dĀune Āvasion pure et simple. Pour dĀmontrer cela, il a prĀcisĀ que la police a dĀjĀ commencĀ les enquĀtes pour retrouver et savoir les circonstances de cette Āvasion ainsi que les complices. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

- LĀAPRODH estime que lĀĀvasion ce dimanche de Hussein Radjabu de la prison centrale de Mpimba est difficile Ā expliquer. Le prĀsident de cette organisation de la sociĀtĀ civile burundaise estime que le plan de cette Āvasion doit avoir ĀtĀ prĀparĀ minutieusement par des personnalitĀs importantes. Pierre Claver Mbonimpa doute par ailleurs de la vĀracitĀ des dĀclarations du porte-parole adjoint du ministĀre de la justice qui parle dĀune Āvasion purement et simplement au lieu dĀun kidnapping. Il rappelle quĀil y a, dans les jours passĀs, des personnes qui ont ĀtĀ retirĀs des prisons soi-disant pour les faire Āvader mais en rĀalitĀ pour les tuer afin de faire disparaĀtre les preuves des infractions commises. Il demande ainsi dĀĀtre prudents et dĀattendre des signes de cette Āvasion, mais ajoute quĀen attendant lĀhypothĀse de kidnapping est priviĀgiĀe. [rpa/bonesha/rtr]

ĩ SociĀtĀ - Les membres des associations professionnelles des mĀdias et de la sociĀtĀ civile burundaise ont fait une marche pacifique dans la ville de Bujumbura en commĀmoration du mardi vert comme ils lĀont dĀcidĀ dernĀrement. Cette fois-ci, les membres de ces associations avaient un message spĀcial Ā adresser Ā diffĀrentes autoritĀs. En effet, ils Ātaient porteurs dĀune correspondance adressĀe au ministre de la Justice pour demander la mise en place dĀune commission de magistrats pour enquĀter sur la mort des trois religieuses de la paroisse Kamenge. Le vice-prĀsident de lĀAssociation Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) fait savoir quĀils sont convaincus que des juges nationaux accompagnĀs dĀexperts internationaux sont capables de faire la lumiĀre sur ce triple assassinat mĀme si cela nĀest pas facile. Selon Patrick Nduwimana, la justice burundaise semble ne pas vouloir dĀcouvrir la vĀritĀ, la seule qui aboutira Ā lĀacquittement de Bob Rugurika. Ajoutons que cette correspondance a ĀtĀ dĀposĀe en copies pour information Ā la Nonciature Apostolique de Bujumbura ainsi quĀau siĀge de la confĀrence Āpiscopale du Burundi et cela par le cortĀge des manifestants. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

ĩ SĀcuritĀ - LĀAPRODH fait savoir quĀil y aurait un plan dĀĀlimination physique de la RPA et de certains responsables des organisations de la sociĀtĀ civile. Selon le prĀsident de cette organisation de la sociĀtĀ civile burundaise, les principaux instigateurs de cette sale besogne sont les personnes citĀes dans lĀassassinat des trois secouristes italiennes Ā la paroisse Kamenge en septembre dernier. Pierre Claver Mbonimpa ajoute que leur objectif visait Ā faire disparaĀtre les preuves de leur forfait pour rester impunis. Il demande Ā la justice et Ā la police de suivre de prĀs cette question pour ne pas les laisser mettre Ā exĀcution ce plan macabre. Selon lui, si de tels crimes se commettent, le pays tout entier va en subir les consĀquences. Il demande ainsi au gouvernement dĀmettre du sĀrieux et de prĀvenir en temps utile puisquĀun journaliste ou un dĀfenseur des droits de lĀhomme qui disparaĀra sera une perte Ānorme pour son pays. [rpa]